

131.30 / 3.231 / 3.213.1

Berne, le 15 novembre 2017

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA COMMUNAUTE DE NEGOCIATION DU PERSONNEL DE LA CONFEDERATION (CNPC)****Tout le poids sur le personnel****La majorité bourgeoise au sein de la Commission des finances refuse d'octroyer un financement supplémentaire au deuxième pilier et de compenser le renchérissement.**

La politique budgétaire de la majorité bourgeoise au sein de la Commission nationale des finances devient de plus en plus absurde: malgré la perspective d'une excellente clôture des comptes en 2017 et la marge de manœuvre inattendue dans les estimations pour 2018 en raison des dispositions de retraite malheureusement rejetées, le personnel devrait devoir être saigné à mort. L'UDC et le PLR n'ont aucune raison de rejeter la proposition du Conseil fédéral concernant le financement complémentaire de la caisse de pension PUBLICA. Comme toutes les caisses de pension, la caisse de pension doit ajuster à la baisse ses promesses de prestations en abaissant le taux d'intérêt technique et donc le taux de conversion. Alors même que les caisses de pension des petites entreprises reçoivent une contribution financière des employeurs pour compenser la perte de performance de leurs employés, le personnel fédéral devrait assumer lui-même la totalité du fardeau. Il est perfide de dire que le financement supplémentaire proposé par le Conseil fédéral doit être en partie financé par un transfert direct du budget du personnel, c'est-à-dire que le personnel fédéral ne recevra pas d'augmentation de salaire pour la troisième fois consécutive l'année prochaine et devra renoncer lui-même à la compensation du renchérissement. Selon la volonté de la majorité bourgeoise de la Commission des finances, le personnel devra maintenant être deux fois perdant: pas d'amortissement de la perte de prestations dans le deuxième pilier et pas d'ajustement pour l'inflation. Ceci est particulièrement le cas pour les classes de salaires inférieures. Il semble que le but soit de mettre l'administration fédérale systématiquement au ralenti. La politique budgétaire bourgeoise ne peut plus être interprétée différemment.

La CNCP est soulagé de constater que les suppressions massives du personnel n'ont pas trouvé de majorité dans la Commission des finances. Une réduction aussi massive des emplois et des services frapperait sévèrement notre pays.

Les Conseillers fédéraux de l'UDC sont invités à s'exprimer clairement vis-à-vis de leur groupe parlementaire. Ce sont leurs départements, qui comptent un grand nombre d'employés dans les catégories des bas salaires, qui saigneront le plus. Sinon, ils seront les derniers à éteindre la lumière dans ces ministères.

Pour des Renseignements:

- Christof Jakob, président de la CNPC et secrétaire du SSP, 077 447 29 03
- Maria Bernasconi, secrétaire générale de l'APC et vice-présidente de la CNPC, 078 718 71 13